



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DREAL Bretagne**

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 Quimper

Quimper, le 11 SEP. 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **APROBOIS (Sud)**

ZA de Kervoasdoué Sud  
29270 Carhaix-Plouguer

Références : ENV-D-24.0451

Code AIOT : 0005507358

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement APROBOIS (Sud) implanté ZA de Kervoasdoué Sud 29270 Carhaix-Plouguer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure en date du 07/04/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- APROBOIS (Sud)
- ZA de Kervoasdoué Sud 29270 Carhaix-Plouguer
- Code AIOT : 0005507358
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société APROBOIS SCOP SA est autorisée à exploiter un établissement spécialisé dans le travail du bois par l'arrêté préfectoral n°230-02 A du 31/10/2002.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Prévention du bruit et des vibrations	AP de Mise en Demeure du 07/04/2023, article 1	Astreinte, Amende	6 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/10/2002, article 7.12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Gestion des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 31/10/2002, article 7.15	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture	AP de Mise en Demeure du 07/04/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Prévention des pollutions accidentelles	AP de Mise en Demeure du 07/04/2023, article 1	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a partiellement mis en œuvre les actions curatives permettant de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure en date du 07/04/2023. En effet, la non-conformité relative aux émissions perdure.

Ce manquement justifie la proposition de sanctions administratives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/04/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société APROBOIS, située rue Hervé de Guébriant dans la Zone d'Activité Économique de Kervoasdoué Sud à CARHAIX-PLOUGUER (29270), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 octobre 2002 susvisé relatif à la clôture dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p><u>Article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 31/10/2002</u></p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Cette clôture est réalisée</p>

en matériaux résistants et incombustibles. Elle est aménagée de manière à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité.  
Les accès de l'établissement sont fermés en dehors des heures d'exploitation.

**Constats du 14/10/2021 :**

Le site n'est pas clôturé sur la totalité de sa périphérie.

**Constats du 16/07/2024 :**

L'inspection constate que l'introduction sur le site est rendue inaccessible par la présence de portails situés aux entrées Nord et Sud-Ouest, d'une clôture en acier galvanisé et de merlons densément végétalisés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 07/04/2023, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Bassin de confinement

**Prescription contrôlée :**

La société APROBOIS, située rue Hervé de Guébriant dans la Zone d'Activité Économique de Kervoasdoué Sud à CARHAIX-POUGUER (29270), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 octobre 2002 susvisé relatif à la construction d'un bassin de confinement dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 4.7.4 de l'arrêté préfectoral du 31/10/2002

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont recueillies dans un bassin étanche de confinement. Le volume minimal de ce bassin, qui peut être le même que celui précisé à l'article 4.6 du présent arrêté, est de 3 800 m<sup>3</sup>.

Les organes de commandes nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et/ou à partir d'un poste de commande.

**Constats du 14/10/2021 :**

L'exploitant ne dispose pas de capacité de rétention des eaux d'extinction incendie.

**Constats du 16/07/2024 :**

L'inspection constate que le bassin tampon commun à la zone de Kervoasdoué-sud mentionné à l'article 4.6 de l'arrêté préfectoral du 31/10/2002 n'est pas étanche et ne peut recueillir les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou incendie tel que prévu par l'article 4.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité.

D'après le porter à connaissance déposé par l'exploitant le 04/05/2023, le volume nécessaire au confinement des eaux susceptibles d'être polluées, calculé à partir du document technique D9A, est estimé à 650 m<sup>3</sup>.

L'inspection constate la présence d'un ouvrage de rétention en fin d'achèvement à l'est du site. L'exploitant indique que la géomembrane, le séparateur à hydrocarbures ainsi que les organes de commande seront mis en place en semaine 30.

L'exploitant a transmis par courriel le 20/08/2024 à l'inspection des installations classées des prises de vue attestant de la mise en service du bassin de rétention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 3 : Prévention du bruit et des vibrations**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 07/04/2023, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Règles d'aménagement

**Prescription contrôlée :**

La société APROBOIS, située rue Hervé de Guébriant dans la Zone d'Activité Économique de Kervoasdoué Sud à CARHAIX-PLOUGUER (29270), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 octobre 2002 susvisé relatif à l'identification des sources de bruit dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 6 de l'arrêté préfectoral du 31/10/2002

6.1 Règles d'aménagement

[...] Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où elle est réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 35dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

**Constats du 14/10/2021 :**

L'émergence mesurée au niveau du point 1 est de 6,5 dB en période diurne.

**Constats du 16/07/2024 :**

L'exploitant indique qu'une étude acoustique visant à identifier les sources de bruit a été réalisée et met à disposition le rapport de la société DECIBEL FRANCE en date du 25/03/2024. L'inspection constate que les sources de bruit y sont clairement identifiées et caractérisées.

Toutefois, l'exploitant n'est pas en capacité de démontrer le respect des valeurs limites applicables. De ce fait, l'inspection considère que la non-conformité perdure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte, Amende

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2002, article 712.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Département de Secours et de Lutte contre l'Incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>• 3 poteaux d'incendie normalisés d'un diamètre mini <math>\varnothing = 100</math> mm susceptibles, en fonctionnement simultané, d'assurer un débit supérieur ou égal à 150 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures ; [...]</li></ul>
<b>Constats du 14/10/2021 :</b> L'exploitant ne dispose pas de la totalité des moyens nécessaires à l'extinction d'un incendie (poteaux incendie avec un débit suffisant).  <b>Constats du 16/07/2024 :</b> L'inspection constate que le compte-rendu de visite du SDIS 29 en date du 07/07/2020 indique que les ressources en eau existantes sont constituées de 2 poteaux incendie n°29024-0108 et 29024-0109.  L'inspection constate l'absence de mesure de débit en fonctionnement simultané sur ces deux poteaux, ce qui ne permet pas de conclure au respect du débit minimal prescrit au présent article.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de justifier la suffisance des débits simultanés des poteaux incendie présents dans le périmètre de son établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Gestion des risques d'incendie et d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2002, article 715.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source chaude ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.  Le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité une vérification des installations doit être effectuée.

**Constat du 14/10/2021 :**

L'exploitant ne délivre pas de permis feu en interne et ne dispose pas de consignes clairement établies.

**Constat du 16/07/2024 :**

L'exploitant indique à l'inspection que tous les travaux par point chaud sont exclusivement réalisés par le personnel interne à l'entreprise, en charge de la maintenance. L'inspection constate la présence d'une procédure de travail par point chaud affichée au sein de l'atelier de maintenance.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de formaliser et de tracer les interventions par point chaud réalisées par les opérateurs du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

